CONSEIL NATIONAL DE LA REFONDATION

SYNTHÈSE INTERMÉDIAIRE DE LA PREMIERE CONSULTATION

10 novembre 2022

SOMMAIRE

| | PAGE |
|---------------------------------------|------|
| À propos de la consultation | 3 |
| Le contexte | 4 |
| L'objet du document | 5 |
| La méthode d'analyse | 6 |
| La consultation en chiffres | 7 |
| Synthèse des résultats par thématique | |
| Logement | 9 |



À PROPOS DE LA CONSULTATION

À PROPOS DE LA CONSULTATION

Le contexte

Le 8 septembre 2022, à Marcoussis, le Président de la République a annoncé le lancement du Conseil national de la refondation (CNR).

Réunissant des représentants de forces politiques, des partenaires sociaux, des élus locaux, des représentants du monde économique et du monde associatif, le CNR a pour ambition de travailler à l'instauration d'une nouvelle méthode : réinstaurer un esprit de dialogue et de responsabilités partagées dans le débat public.

Le CNR est structuré en 3 niveaux :

- Le CNR plénier: il réunit des acteurs de la vie nationale pour s'exprimer sur les grands défis du pays déclinés en thématiques. Le « format plénier » a vocation à être réuni tous les 3 à 6 mois mais également sur une base plus régulière sous l'égide du Président de la République et de la Première ministre. Il sera l'occasion d'inscrire des thèmes nouveaux à l'agenda et de faire un point d'étape et d'avancement des formats thématiques et territoriaux.
- Les CNR thématiques : des consultations et des ateliers seront conduits pour chaque thématique pour réfléchir sur les grandes transitions avec tous les acteurs pertinents.
- Les CNR territoriaux: des concertations territoriales seront conduites sur des sujets essentiels à la vie quotidienne comme l'école, la santé, les freins à l'emploi ou encore la transition écologique dans les territoires. Il s'agira de partir de la réalité vécue des dans sa diversité territoriale, pour proposer des innovations, des expérimentations et des solutions pragmatiques aux problèmes rencontrés.

Dans son discours, le Président de la République a annoncé l'ouverture d'un site web pour le Conseil national de la Refondation ainsi que le lancement d'une première consultation en ligne.

Cette consultation a été mise en ligne début octobre. Cette consultation est ouverte à tous les citoyens et a pour objectif collecter leur avis sur les 7 thématiques suivantes :

Climat et biodiversité



Souveraineté économique



Logement



Numérique





Futur du travail



Bien vieillir









À PROPOS DE LA CONSULTATION

L'objet du document

Le présent document restitue les analyses et les enseignements de cette large consultation.

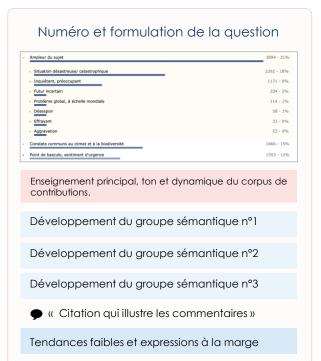
Pour chacune des thématiques, les contributeurs ont eu la possibilité de répondre à 4 questions de la nature suivante (schématiquement) :

- Quels sont, selon vous, les trois mots qui caractérisent [thématique] aujourd'hui?
- Quels sont, selon vous, les trois mots qui devraient caractériser [thématique] demain, grâce à nos actions?
- Selon vous, quels sont les chantiers prioritaires pour améliorer [thématique] ?
- Si vous aviez une première proposition concrète à faire pour [thématique], quelle serait-elle?

La consultation étant ouverte au moment de la production de cette synthèse, cette restitution est intermédiaire. Le contenu de ce document pourrait évoluer en fonction des contributions en cours de collecte et des retours des différents CNR thématiques sur les différents enseignements. Une version finale sera éditée après la fermeture de la consultation.

Ce document est organisé de la façon suivante :

- Pour chaque thématique, deux pages d'introduction présentent (1) les chiffres clés et les enseignements généraux - constats et perceptions, souhaits et projections, et propositions concrètes – et (2) une courte note rédigée par les analystes.
 En fonction des thématiques, la section « ENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES » met en lumière des clivages ou des contradictions apparentes, des angles morts, ou encore les limites de l'exercice.
- Pour chaque question, la restitution est organisée de la façon suivante.



Extrait des groupes sémantiques de la question.



À PROPOS DE LA CONSULTATION

La méthode d'analyse

Pour synthétiser les 275 000 contributions collectées sur les 7 thématiques (à date du 20.10.2022), nous avons mobilisé un outil d'analyse sémantique et une équipe d'analystes.

Comment fonctionne l'outil d'analyse sémantique?

L'analyse est réalisée grâce à l'appui d'un algorithme de regroupement sémantique garantissant une analyse exhaustive et non biaisée. Elle est supervisée par un regard humain.

Le référentiel est propre à chaque consultation : il est bâti de manière ad hoc sur la base de l'expression des participants.

L'analyse sémantique et lexicale des réponses ouvertes permet de :

- 1. Regrouper les réponses comparables par unité de sens afin de créer un référentiel pondéré, on parle de groupes sémantiques
- 2. Cartographier l'opinion collective en identifiant les idées fortes et les signaux faibles qui traversent le corpus analysé

Des experts sectoriels ont été mobilisés de façon ad-hoc pour relire la proposition des analystes.

Comment lire les chiffres?

Les pourcentages partagés dans l'ensemble du document sont calculés sur la base du nombre de contributions par question. Lorsqu'on affirme que 15% des contributions déclarent A, cela revient à dire que 15% des réponses libres apportées à la question ont été classées dans le groupe sémantique A (avec un taux d'erreur inférieur à 20%).

Pour bien appréhender les chiffres qui jalonnent le document, il faut rappeler qu'une statistique supérieure à 15% est considérée comme importante dans la méthodologie d'analyse des questions ouvertes puisqu'elles ne proposent pas d'options prédéfinies.

Comment sont sélectionnées les idées rares ?

Les idées rares sont des contributions dont le propos ou la forme présentent une singularité. Notre algorithme qualifie l'originalité des contributions à partir d'un certain nombre de critères (longueur, vocabulaire, marqueurs de projection, marqueurs d'autorité,...) et nous met à disposition une liste d'idées rares que notre équipe d'analystes filtre à nouveau.

Les critères retenus pour sélectionner les idées rares les plus pertinentes au sein de la liste constituée par l'algorithme sont les suivants :

- La contribution exprime une ou des idées concrètes et actionnables
- La contribution est précise, articulée ou argumentée
- La contribution illustre un groupe sémantique des réponses apportées aux questions de la thématique

N.B 1 : Pour les thématiques Jeunesse et Logement, certaines questions à la formulation quasi-similaire ont été fusionnées. En effet, les réponses à ces questions étaient mécaniquement redondantes et n'apportaient pas de valeur à la restitution.

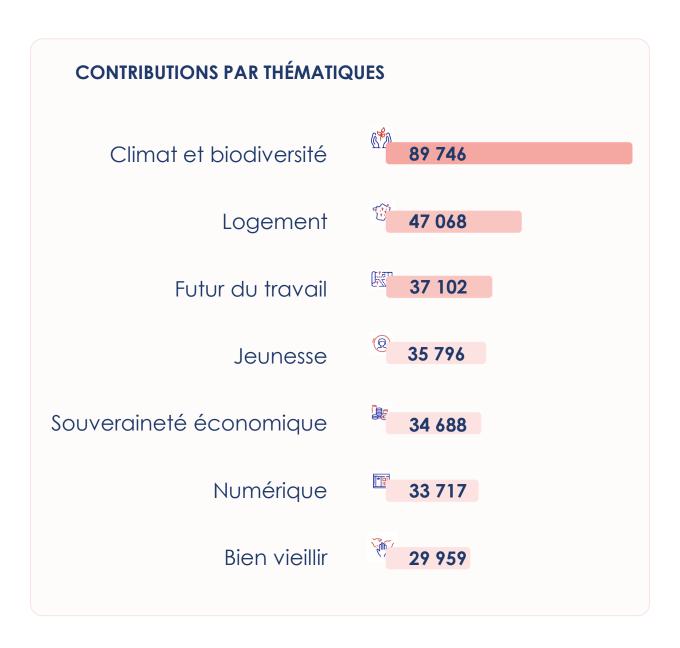
N.B 2 : Pour les questions les plus libres - Citer trois mots... - , le champ de réponses étant très large, la catégorie de réponses « Autres » est mécaniquement importante. Cette catégorie Autres ne contient pas de réponses suffisamment récurrentes pour constituer un groupe sémantique distinct.

N.B.3: Les réponses qui se présentent sous la forme de mots clés (Q.1 et Q.2) ne seront pas ou peu sélectionnées par notre algorithme d'extraction des idées rares. Une grande majorité d'idées rares provient des Q.3 et Q.4.



LA CONSULTATION EN CHIFFRES

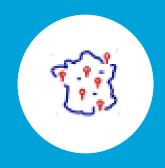
LA CONSULTATION EN CHIFFRES



Nombre total de contributions
308 076

Chiffres mis à jour le 10.11.2022 à 19:00. Cette synthèse est basée sur l'analyse des contributions au 20.10.2022





THÉMATIQUE

Logement

LA THÉMATIQUE EN CHIFFRES



47 068 contributions



4 120 répondants



en moyenne

LES ENSEIGNEMENTS DE LA THÉMATIQUE

La thématique du LOGEMENT a suscité un fort niveau de participation : c'est la deuxième thématique la plus répondue après Climat et Biodiversité en nombre de contributions. Elle exprime avant tout la perception d'une situation tendue qui traduit une crise du logement en France. Les critiques et revendications sont nombreuses, notamment autour du prix du logement et de l'inadaptation de l'offre aux exigences de qualité et de performance énergétique. Le ton utilisé est

à la fois grave et alarmiste dans les constats ou ressentis exprimés, et les propositions formulées le sont de manière vindicative.



« Gouffre financier », « Situation alarmante », « logements insalubres », « logement indigne »

CONSTATS ET PERCEPTIONS

Les contributeurs font part de constats sans appel sur la situation actuelle du logement. Un vocabulaire de crise s'exprime autour de 4 grandes tensions : prix, offre, habitabilité (qualité du logement) et bilan énergétique.

Les contributeurs font spontanément le diagnostic d'un parc immobilier trop cher, devenu inaccessible financièrement, notamment pour les primo-accédants et les populations en difficulté. Le verdict d'une offre de mauvaise qualité, souvent qualifiée d'insalubre et de vieillissante, est tranché. La question des passoires thermiques est centrale, ainsi que celle de la pénurie de logements et de leur mauvaise répartition sur le territoire.

SOUHAITS ET PROJECTIONS

Les contributions permettent de dresser le descriptif-type du logement de demain. Celui-ci est :

- Durable, sobre énergétiquement, rénové et performant en isolation thermique;
- Confortable, agréable, sain, modernisé, végétalisé;
- Accessible financièrement, pour tous les citoyens, et surtout les publics les plus précaires ;
- A proximité des lieux de vie, des transports, et intégré dans une vie active (et sereine, sécurisée) de quartier

PROPOSITIONS

De grandes orientations émergent et font consensus au sujet du logement. Les plus fréquemment exprimées sont :

- La réhabilitation et la rénovation des logements existants, afin de favoriser des logements mieux isolés et afin de lutter contre les passoires thermiques
- L'octroi d'aides financières pour faciliter l'accession de tous à un logement décent, et notamment au bénéfice des plus démunis
- L'augmentation de la construction de logements et de logements sociaux
- La régulation du marché du logement pour lutter contre les spéculations et contrôler l'offre et la demande de logement, souvent exprimée de manière radicale : réquisition des logements vides, contraintes sur les locations saisonnières, surtaxation des résidences secondaires, etc.



LES ENSEIGNEMENTS DE LA THÉMATIQUE

ENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

En complément des éléments présentés ci-dessus, on recense des propositions qui sont évoquées dans l'ensemble des questions, même si leur poids relatif est bien plus faible que celui de l'énergie, du prix et de l'accès au logement pour tous :

- La volonté de favoriser davantage l'accession à la propriété, en renforçant notamment les aides aux primo-accédants, et, dans une moindre mesure, en protégeant davantage les propriétaires (simplification des procédures, lutte contre les squats, baisse des charges)
- Le développement de la **végétalisation des quartiers**, de l'**habitat partagé**, de la **mixité sociale** et de **la vie de quartier**
- Le sujet de la **sécurité**, relativement peu évoqué (1%, 2% et 1% de contributions dans les deux premières questions, et proportion presque marginale dans la dernière question).

On observe par ailleurs des divergences entre les participants sur certains sujets :

- Sur la construction ou non de nouveaux logements sociaux: certains proposent de développer les programmes de construction, alors qu'une faible nombre invite à limiter, voire réduire ces logements.
- Sur le fait de **réguler la propriété de logement ou protéger les propriétaires**: certaines contributions vont plutôt dans le sens d'une régulation du logement et de la propriété (8% des contributions à la Question n°3 par exemple), alors que d'autres invitent à protéger les propriétaires, que ce soit par la lutte contre les squats ou l'allègement des droits de succession par exemple (ensemble d'idées représentant 3% des contributions de cette même question n°3).



QUELS SONT, SELON VOUS, LES TROIS MOTS QUI CARACTÉRISENT LA SITUATION DU LOGEMENT ?

| - | Le prix des logements | 2716 - 27% |
|---|--|------------|
| | + Cher, trop coûteux voire inaccessible | 2056 - 20% |
| | Recherche de profits, spéculation, bulle | 301 - 3% |
| | Accession à la propriété difficile | 210 - 2% |
| | + Charges et taxes trop importantes | 94 - 1% |
| | Aides sociales au logement | 55 - 1% |
| + | L'habitabilité des logements | 1282 - 13% |
| + | Le ressenti d'une situation de crise | 1031 - 10% |
| + | L'offre de logements | 1027 - 10% |
| + | Le défi de la rénovation énergétique | 866 - 9% |

Cette question présente des contributions au ton souvent négatif, avec l'utilisation de termes forts exprimant doléances et revendications, et soulevant un large panel de problématiques. Les contributions se cristallisent autour de grandes tensions : le prix, l'habitabilité (qualité du logement), l'offre et l'énergie dépensée pour les logements.

« Loyers inabordables », « Logements délabrés », « Pénurie de logement », « Crise du logement », « Mauvaise isolation »

La question du **prix des logements** mobilise 27% des contributions spontanées. Considéré comme « inabordable », le logement en France souffre du **renchérissement des loyers**, de la **difficulté de l'accession à la propriété** et de la **pression fiscale**.

« Trop cher », « Terrible pour les primo-accédants » « Impossibilité d'acheter pour la majorité des ménages »

La **qualité des logements** existants est également remise en question, avec une perception majoritaire de **vétusté du parc** (voire « d'indécence » du logement), constat non marginal en valeur relative (5% des contributions spontanées). Suivent en proportions équivalentes **l'insalubrité** et sa **mauvaise isolation thermique et acoustique** (3% des contributions).

« Indigne », « Logements insalubres en augmentation », « Trop entassés », « Manque d'isolation thermique »

Le troisième groupe d'idées récurrentes est davantage liée au registre émotionnel, et fait part de la perception du sujet du logement par les contributeurs. Les contributions font en effet part d'une situation d'urgence et de crise face au logement. D'autres contributions, plus minoritaires, expriment un ressenti personnel d'injustice ou de précarité face au logement.

« Situation catastrophique », « dramatique », « saturation », « tension », « injustice », « inéquitable »

Parmi les autres idées exprimées, figure l'**offre de logements**, qui est perçue comme insuffisante (manque de logements disponibles), inadaptée aux besoins, ou répartie de façon inégale sur le territoire.

« Pénurie de logement », « Trop de logements vacants », « Tout est encore fait pour l'ultra-concentration »



QUELS SONT, SELON VOUS, LES TROIS MOTS QUI DEVRAIENT CARACTÉRISER LE LOGEMENT DEMAIN, GRÂCE À NOS ACTIONS ?

| - | Des logements abordables, avec un accès facile à la location et à la propriété | 3543 - 20% |
|---|--|------------|
| | + Logements économiques, à coût raisonnable | 3020 - 17% |
| | + Facilité d'accès à la propriété | 421 - 2% |
| | + Logements sociaux (construction et accès) | 102 - 1% |
| + | Des logements garantissant une meilleure qualité de vie | 3332 - 19% |
| + | Des logements sobres énergétiquement | 2583 - 14% |
| + | Des logements éco-responsables, éco-conçus | 1998 - 11% |
| + | Des logements bénéficiant d'une meilleure organisation | 815 - 5% |

Les perceptions citoyennes concernant le logement demain couvrent **un large panel d'attentes**. La plupart des grandes dimensions de la politique du logement sont concernées : prix du logement, qualité de vie, performance énergétique et environnementale, organisation territoriale.

Comme pour la Question n°1, l'accessibilité financière des logements est le critère le plus important en valeur relative (évoqué dans 20% des contributions spontanées). Il s'agit de le rendre accessible à tous, et particulièrement aux plus fragiles, tant par la baisse du coût du loyer que par la facilitation de l'accession à la propriété. La construction de logements sociaux et la rénovation du parc HLM correspondent à des attentes exprimées, mais de façon plus marginale.

 « Accessible à un prix décent », « Accessible aux plus défavorisés », « Proposer une meilleure offre de logements sociaux », « Accès à la propriété pour les primo-accédants »

C'est ensuite la qualité de vie dans le logement qui est identifiée comme déterminante (16% des contributions spontanées). Au sein de cette préoccupation, le premier souhait concerne des logements confortables et agréables, suivi de logements modernes, esthétiques, intelligents. Avoir accès à un logement décent, digne et salubre est également une priorité, de poids comparable. Dans une proportion légèrement moindre apparaît le souci de logements végétalisés ou mieux intégrés à l'environnement.

« Confortable et spacieux », « Fonctionnel », « chaleur humaine », « avoir de l'espace et de la tranquillité », « adaptés à tous les âges », « Espaces verts sanctuarisés autour des immeubles »

En outre, le logement de demain est perçu comme **énergétiquement sobre** (14% des contributions spontanées). Il s'agit de construire des logements **mieux isolés** ou **économes en énergie.** Certains répondants vont jusqu'à proposer des logement à **énergie positive.**

« Isolation thermique et phonique », « Logement à faible consommation en énergie », « autosuffisant en énergie », « Rechercher une sobriété maximale et une quasi autonomie », « auto-suffisant », « écoproductif »

Par ailleurs, le logement est également souhaité comme plus éco-responsable et éco-conçu, tant dans l'utilisation de matériaux durables pour la construction que via sa capacité à résister aux aléas climatiques. D'autres idées sont également partagées, comme la sécurité à renforcer autour des logements (2% des propositions), ou le souci d'une meilleure répartition des logements sur le territoire, afin d'être à proximité des lieux de vie ou des transports, ou afin de favoriser la mixité sociale et les interconnexions.



SELON VOUS, QUELS SONT LES CHANTIERS PRIORITAIRES POUR PERMETTRE À CHACUN DE MIEUX SE LOGER ?

| - | Faciliter l'accès au logement pour tous les publics | 2247 - 20% |
|---|--|------------|
| | + Encadrer, plafonner le prix des loyers | 827 - 8% |
| | + Faciliter l'accès à la propriété | 487 - 4% |
| | + Augmenter les revenus et les aides aux logements | 306 - 3% |
| | + Améliorer l'accès au logement pour tous | 278 - 3% |
| | S'assurer de loger les plus démunis (sans-abris) | 138 - 1% |
| | Améliorer l'accès aux étudiants, aux jeunes (aides, logements étudiants) | 136 - 1% |
| | + Faciliter l'accessibilité aux personnes handicapées | 75 - 1% |
| + | Optimiser la consommation énergétique des logements | 1615 - 15% |
| + | Mieux aménager le territoire (urbain, rural) | 910 - 8% |
| + | Mieux réguler le logement | 890 - 8% |
| + | Renforcer et améliorer l'offre de logements | 853 - 8% |

Comme dans les questions n°1 et n°2, le sujet de **l'accessibilité financière du logement** est identifié comme une priorité. Il est suivi par **l'optimisation de la consommation énergétique des logements**, (15% des contributions spontanées), puis par trois priorités exprimées dans les mêmes proportions : un meilleur **aménagement du territoire**, une meilleure **régulation du secteur du logement**, et une augmentation de **l'offre de logements** de qualité.

20% des contributions spontanées concernent l'amélioration de l'accès au logement pour tous les publics. La proposition principale consiste à encadrer et plafonner le prix des loyers (8% des contributions spontanées). Cet accès au logement facilité passe également par un meilleur accès à la propriété (4% des contributions spontanées) et par des mécanismes d'aides financières pour tous ou pour certains publics précaires (3%). L'emphase est mise sur une pluralité de publics : dans l'ordre décroissant, les plus démunis (sans abris...), les étudiants et les jeunes, les personnes avec un handicap.



- « Créer une limite universelle au prix du mètre carré », « Des aides réservées aux jeunes », « Réhabilitation des immeubles désaffectés pour accueillir les personnes vivant dans la rue »
- « Renforcer les aides à la location pour les personnes précaires »,

Optimiser la consommation énergétique des bâtiments représente ensuite 15% des contributions spontanées. Il s'agit principalement d'accompagner et d'inciter à la rénovation énergétique et l'isolation thermique des bâtiments. Le recours aux énergies renouvelables, comme les panneaux photovoltaïques par exemple, est identifié dans 3% des contributions.

« Une vraie ambition d'isolation pour tous les bâtiments financée intégralement par l'état de manière inconditionnelle », « obliger la réhabilitation thermique des logements », « Aide à l'isolation des bâtiments », « Simplifier l'installation de panneaux photovoltaïques pour les particuliers »



SELON VOUS, QUELS SONT LES CHANTIERS PRIORITAIRES POUR PERMETTRE À CHACUN DE MIEUX SE LOGER ?

De nouvelles idées émergent sur **l'amélioration de l'aménagement du territoire** (8% des contributions). Il s'agit d'abord de **repenser l'organisation territoriale du logement** (4% des contributions), puis, dans une proportion similaire (2% des contributions), de développer les réseaux de transport à proximité des logements et de redynamiser les zones rurales.

« Réaménager complètements les quartiers abandonnés en périphérie des grandes villes »,
 « Revoir les plans d'urbanisation des grande villes », « construire des logements dans les campagnes en accompagnant ces constructions de facilités d'accès et du développement de mobilités adaptées »

On observe également un ensemble de propositions portant sur la régulation du logement Cela passe par une panoplie de mesures proposées par les répondants : lutter contre les logements vides (voire les réquisitionner), taxer (voire interdire) les résidences secondaires, limiter drastiquement les locations saisonnières, encadrer voire interdire la spéculation immobilière.

« Réguler les locations Airbnb qui créent un marché tendu dans de nombreuses moyennes et grandes villes » « Taxer plus fortement les résidences secondaires »,

En complément de ces 5 champs prioritaires, une portion des contributions s'intéresse à l'amélioration et au renforcement de la vie de quartier (5% des contributions). Cela passe, en proportions équivalentes, par la végétalisation des bâtiments et des quartiers (création d'espaces ou jardins partagés dans les quartiers) et par le développement de la mixité sociale.

La création d'une vie de quartier invite également à une meilleure prise en compte de l'humain et du lien social. Vient ensuite un bloc de préoccupations autour du respect du vivre ensemble et de la lutte contre l'insécurité.

On observe enfin une polarité marquée entre un objectif consistant à **favoriser les propriétaires** (allègement des impôts...) et un objectif opposé visant à **encadrer et à contraindre les propriétaires bailleurs** (réguler le marché).



SI VOUS AVIEZ UNE PREMIÈRE PROPOSITION CONCRÈTE À FAIRE POUR PERMETTRE À CHACUN DE MIEUX SE LOGER, QUELLE SERAIT-ELLE ?

| - | Rendre les logements plus accessibles financièrement | 897 - 29% |
|---|---|-----------|
| | + Encadrer le prix des loyers | 278 - 9% |
| | + Favoriser l'accession à la propriété | 188 - 6% |
| | + Baisser le prix des loyers, diminuer le prix de l'immobilier | 163 - 5% |
| | Garantir un logement à tous, surtout aux plus démunis (SDF) | 128 - 4% |
| | Développer les aides financières au logement | 81 - 3% |
| | Indexer les loyers sur les revenus des populations | 30 - 1% |
| | + Ajuster les cautions demandées par les propriétaires | 29 - 1% |
| + | Mieux réguler le logement | 391 - 12% |
| + | Optimiser la consommation énergétique des logements | 387 - 12% |
| + | Améliorer l'habitabilité des logements (restauration, rénovation) | 357 - 11% |
| + | Repenser l'offre de logements | 268 - 9% |

À l'image des questions précédentes portant sur les constats et attentes, les propositions clés relèvent d'abord de l'objectif visant à **rendre les logements plus accessibles financièrement** (29% des contributions spontanées).

Viennent ensuite, avec le même poids dans les contributions (12% des contributions spontanées), les objectifs visant à **mieux réguler le logement** (notamment en matière de logements vides), à optimiser la consommation énergétique des bâtiments, et à améliorer l'habitabilité des logements.

L'accessibilité au logement passe par différents leviers : l'encadrement du prix du loyer est la principale revendication (blocage des loyers, maîtrise du prix au m²...). La facilitation de l'accès à la propriété est la deuxième recommandation en poids relatif : elle concerne surtout les primo-accédants.

On retrouve ensuite l'idée d'un **droit fondamental à l'accès au logement**, qui concerne notamment les plus démunis et les SDF.



« Plafonner le prix des loyers, notamment dans les grandes villes »,

« Ouvrir les bâtiments inoccupés de l'État aux SDF » « Baisse des exigences pour les crédits »



SI VOUS AVIEZ UNE PREMIÈRE PROPOSITION CONCRÈTE À FAIRE POUR PERMETTRE À CHACUN DE MIEUX SE LOGER, QUELLE SERAIT-ELLE ?

Les répondants privilégient également une meilleure régulation du marché du logement, en étant particulièrement précis sur les modalités de cette régulation : il est ainsi proposé d'augmenter le nombre de logements à disposition en réquisitionnant les logements vides, en contraignant les locations saisonnières, ou en taxant (voire en interdisant) les résidences secondaires. Une demande de protection renforcée des propriétaires s'exprime, en facilitant les expulsions de locataires.

« Réquisitionner les logements non occupés », « Réguler et contrôler les locations de courte durée » « Faciliter les expulsions des locataires ou squatteurs malhonnêtes »

Soutenir l'isolation des bâtiments est la principale proposition relevant du l'objectif d'optimiser la consommation énergétique des bâtiments. Elle se conjugue naturellement avec la lutte contre les passoires thermiques, via le soutien et le financement de l'isolation et la rénovation énergétique.

« Incitation fiscale pour l'isolation », « Investir massivement dans la mise aux normes des passoires thermiques » « Former un maximum de professionnels du bâtiment pour mettre en œuvre des isolations efficaces »

Enfin, les contributeurs invitent à **améliorer l'habitabilité des logements**, via ra la restauration, la réhabilitation ou la rénovation du parc existant, et à **repenser l'offre de logements** (9% des contributions spontanées) en construisant plus de logements sociaux, et en favorisant **l'habitat partagé** et **l'habitat intergénérationnel.**

Certains répondants mettent en avant l'objectif de **favoriser les logements en zones peu denses** (4% des contributions spontanées).

Une minorité de répondants met en avant la préférence nationale (1% des contributions spontanées) en proposant de **réserver les logements aux Français en priorité**.



QUELQUES IDÉES RARES SUR LA THÉMATIQUE

Les idées rares sont des verbatims singuliers issus de la consultation

« La plus grande inflation des 30 dernières années est le coût du logement. La seule solution est de détruire la spéculation sur l'immobilier. Pour cela il faut taxer massivement les résidences secondaires à partir de la 2ème maison surtout pour les entreprises et les fonds d'investissements, ainsi que les particuliers. »

« Pas de taxe en dessous de 30m² par habitant (...), taxe modérée de 31 à 59m² par habitant, forte taxe de 60 à 79m² par habitant, très forte taxe au-delà de 80m² par habitant »

« Créer un site internet, géré par le gouvernement, sur lequel toutes les idées liées à la construction intelligente et respectueuse de l'environnement soient regroupées. Mettre à disposition des plans de construction avec vues en 3D pouvant à la fois être modifié interactivement »

« Aider massivement et beaucoup plus que ce qui se fait aujourd'hui les propriétaires (bailleurs ou occupants) à faible revenu pour les accompagner dans la rénovation dυ immobilier. Assurer parc accompagnement technique indépendant pour les assister tout au long des opérations de rénovation (conception, sélection des entreprises, chantier. réception des travaux)»

« Obliger les propriétaires à isoler correctement les logements grâce à une aide isolement prenant en charge 90% du prix du chantier pour les rénovations de logement dit 'prioritaires' » « Encadrement des loyers forts pour éviter les effets de spéculation que l'on retrouve en centre-ville notamment. Limiter fortement les accès aux plateformes de location type Airbnb pour limiter les locations très courte durée et donc la hausse artificielle des loyers. »

« Permettre à tous les Français d'avoir un logement à l'aide d'un prêt garanti par l'état et remboursable lorsqu'on a une activité professionnelle (...) Ce prêt ne serait accessible que pour un logement primaire et qu'une seule fois dans la vie. »

« A l'instar des compteurs Linky, un système de surveillance de la consommation d'eau pour inciter les habitants à mieux consommer et moins gaspiller. Ce système pourrait permettre également de détecter des fuites d'eau et donc prévenir de dégâts des eaux (et donc d'éventuels problèmes dans le logement) ou simplement limiter les pertes en eau potable.

« Rénover des lieux a l'abandon pour en faire des centres d'accueil (...) pour permettre aux personnes vivant dans la rue depuis trop longtemps pour entrer dans des cadres institutionnels, être au chaud et en sécurité »

